

Rencontres Librairie

SYNTHÈSE

La bataille des campagnes a commencé

Ressentiment rural des mondes urbains (... et inversement)



Les **6 NOVEMBRE 2025**, **14 JANVIER 2026**
et **21 MAI 2026** de **18h à 20h**

Rencontres organisées par la librairie **Planète IO**
et le **Mouvement Post-urbain**



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU **POST-URBAIN**

RAPPEL DES INTENTIONS GÉNÉRALES

Une toute récente enquête intitulée *Paroles de campagne* a été relayée par Ouest-France, France Culture, et Public Sénat. Elle met en lumière les Réalités et imaginaires de la ruralité française. Menée auprès de 3 532 personnes par un groupement réunissant Destin Commun, Bouge ton coq, Insite et Rura, il en ressort notamment que les ruraux (1/3 de la population française) auraient en commun d'éprouver des **sentiments d'abandon**, de **relégation** et d'**assignation** dans leur vie. Choses que nous savions par quelques écrits (Coquard, Amsellem-Mainguy, Renahy...), mais qui sont ici confirmées par une enquête dédiée.

Or, de l'analyse tirée ainsi que des explications données, l'étude indique que l'une des grandes causes de ces sentiments, voire ressentiments, est à trouver dans la **faible représentation politique**, ainsi que dans **l'invisibilisation** voire la **disqualification culturelle** perçue des mondes ruraux, et ce en raison de la domination exercée par les villes, les métropoles régionales en particulier, avec Paris comme tête de gondole. Même dans les sondages d'opinion, réalisés quasi-exclusivement par des instituts parisiens, les ruraux ne sont pas représentés à hauteur de leur poids démographique. C'est dire le biais.

Réunissant 20 organisations autour de la nécessité de penser notre avenir depuis et dans les ruralités en raison des bouleversements et mutations écologiques engagés, le Mouvement post-urbain travaille depuis 5 ans :

- * non seulement à montrer le potentiel des ruralités pour le devenir écologique, pour la production matérielle mais aussi pour d'autres engagements politiques et pour l'accueil populaire des et dans les ruralités à moyenne échéance (30 ans) ;

- * mais surtout à condition de ne pas nier les vents contraires de la métropolisation et les dominations historiques exercées par les villes sur les campagnes (cf. exodes ruraux), justement au berceau de sentiments relayés par l'enquête mentionnée.

En fait, si les résultats de cette enquête sont éloquentes, nous ne pourrons plus longtemps faire l'impasse sur cette **oppression urbaine** et les fragmentations créées, en dresser un portrait actualisé lorsque la quasi-totalité des sciences humaines et sociales (comme nombre d'écrits militants) s'en sont détournées depuis 20 à 30 ans. Et ce, en partant des débats du moment (sur les conditions de vie et sur l'écologie, sur le genre et plus largement sur les identités, sur la mobilité, la santé, les expressions électorales...), pour remonter à cette origine : la « civilisation » urbaine et ce qu'elle a façonné comme **représentations et croyances, pratiques et actions** sur le monde. Il en va de l'entente qui sera imposée par les crises emboîtées que nous avons commencé à connaître et qui vont s'amplifier.

Pourquoi les mondes urbains suscitent-ils, tardivement, autant de **questions** voire de **rejets** croissants ? En quoi façonnent-ils de telles représentations ? Quels en sont les **ressorts culturels** et **écologiques** premiers dans leurs liens aux ruralités ?... Loin des seuls stéréotypes habituels clivant (chasseurs vs cyclistes, chimistes de la terre vs permaculteurs, viandards vs vegan...), nous avons là sans doute explication du fameux **backlash écologique** du moment, qu'il s'agisse des ZFE (Zones à Faibles Emissions), du ZAN (Zéro Artificialisation Nette) ou encore des Villes du quart d'heure.

Entre écologie des villes et écologie des champs, la bataille semble, enfin, avoir commencé.

SYNTHÈSE

TEMPS 1 LE RETOUR DU REFOULÉ

MOTS HISTORIQUES ET PROCÉDÉS SCIENTIFIQUES DE LA DÉCONSIDÉRATION INSTITUTIONNELLE ET DE L'INVISIBILISATION CULTURELLE DES CAMPAGNES PAR LES VILLES

Rappel des intentions

De la diagonale du vide à l'étalement périurbain des villes moyennes, des chasseurs invétérés aux industriels de l'agro-alimentaire, des ploucs aux beaux, des gueux aux culs-terreux, du ZAN aux ZFE... les mots font les choses. Avec parfois un peu de disqualification. Il s'agira ici de mettre en lumière et en débat le regard apposé sur les ruralités par le récit urbain de modernité, pour mieux faire valoir d'autres mots : ceux des premiers concernés, leurs croyances, représentations et pratiques. Et si, par réaction à cette déconsidération, nous avons là l'une des causes premières de la fameuse fracture territoriale ainsi que du backlash écologique ?

Organisé en partenariat avec la librairie planète IO, le premier temps des Rencontres librairie du Mouvement post-urbain s'est tenu le 6 novembre 2025, à l'Hôtel Pasteur à Rennes. Première édition d'un cycle de soirées-débats pensé sur le thème des relations entre les mondes urbains et ruraux, ce moment proposait de discuter des perceptions et croyances en miroir (urbaines et rurales) des campagnes. En partant de l'enquête « Paroles de campagne », qui visait à donner la parole à ses habitant.es quant à leurs propres représentations et sentiments, l'objectif de cette soirée était de questionner les **regards portés sur les ruralités**, pour mieux révéler ce qu'elles portent en elles pour répondre aux enjeux sociaux, politiques et écologiques annoncés.

Après une brève introduction de la soirée (Guillaume Faburel, Mouvement post-urbain), Noémie Chaillan (Mouvement post-urbain) a présenté et discuté l'enquête ainsi que ses principaux résultats. Menée par les collectifs, Rura, InSite, Bouge ton Coq et Destin Commun, elle documente des **(re)sentiments** de **relégation** voire **d'abandon**, **d'invisibilisation** et de **disqualification** venant fonder le « **complexe** » et le « **malus** » rural. Sans pathos ni misérabilisme, ces constats ont

essentiellement permis d'exprimer des mots de l'ordre du sentiment et de l'affect pour explorer d'autres aspects que ceux, non moins cruciaux, des enjeux économiques et/ou fonctionnels de la fragmentation.

Les résultats de l'enquête ont également témoigné de perspectives plus réjouissantes pour brosser un portrait actualisé des ruralités. Le « **modèle rural** » et ses possibles sont proposés comme une réponse aux défis économiques sociaux et écologiques annoncés : moyens d'**autonomie matérielle et énergétique**, d'**autres relations au vivant**, de **proximité politique** et d'... Si ces désirs (et réalités) ne sont pas toujours dénués de fantasme, ils ne relèvent pas moins d'une **inversion progressive** – mais bien engagée – des **valeurs symboliques de liberté** et d'**émancipation**, historiquement associées à la ville.



Toutefois, si l'enquête entend veiller à ne pas vainement opposer villes et campagnes,

TEMPS 1

le Mouvement post-urbain a souhaité se positionner quant à la **relativisation**, désormais souvent observée, des tensions traversant les relations entre mondes urbains et ruraux. Les convergences potentielles ne doivent pas taire l'**oppression urbaine** historique (mais persistante), qui a durablement façonné les imaginaires collectifs. Il a notamment été rappelé que les discours – institutionnels bien souvent – d'**harmonie**, de **coopération** ou encore de **réconciliation**, sans reconnaissance préalable de l'imposition d'un **modèle d'habiter urbain** et ce qu'il a produit, sont voués à reproduire les mêmes effets.

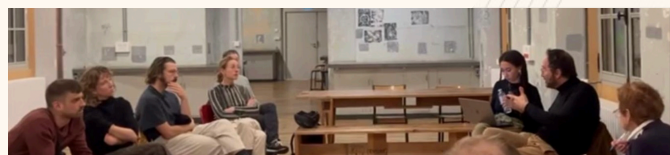
Avant de lancer les échanges, trois grandes représentations urbaines des ruralités, structurant en partie les débats des relations villes-campagnes, ont été proposées aux participant.es en vue de mieux saisir les mécanismes à l'œuvre dans leur disqualification :

- Sur les cultures d'accueil : les campagnes seraient moins accueillantes et hospitalières, moins disposées à l'ouverture, qu'il s'agisse des migrations intérieures ou internationales...
- Sur les expressions électorales : les campagnes seraient alors considérées comme conservatrices, prédisposées au frontisme, ce dont les résultats électoraux attesteraient...
- Sur les sensibilités écologiques : les campagnes seraient rétives à l'écologie, développant des comportements consuméristes (usage de la voiture), productivistes (agriculture intensive) ou des pratiques culturelles à combattre (chasse)...

Les discussions ont ensuite été lancées sur les imaginaires et représentations qu'ont notamment les mondes urbains des ruralités et ses habitant.es. Plusieurs clichés parfois/souvent rencontrés, ont été rapidement battus en brèche par les réalités décrites,

encore rarement dévoilées dans les débats et médias. Ont principalement été abordé :

- L'importance de **lutter contre les disqualifications des cultures locales et déjouer les instrumentalisations politiques des identités rurales**. À cet égard, il a notamment été rappelé que les pourcentages de progression des votes frontistes sont les plus importants dans les zones périurbaines. Les campagnes, par la proximité, développent souvent d'autres pratiques politiques. Elles se lisent d'autant plus dans la participation électorale ou, aussi, dans les réactions à des projets d'aménagement au service des grandes villes (projets d'énergies renouvelables, grandes infrastructures...).
- La diversité des **recompositions rurales** aujourd'hui engagées impose de penser les enjeux des **rencontres entre cultures néo-rurales et autochtones**, pour tisser des liens durables entre ceux qui arrivent, ceux qui restent... sans oublier ceux qui reviennent. Or, si les cultures d'accueil varient d'une campagne à l'autre, **privilégier le temps long de la socialisation, l'humilité et la discrétion de l'installation** sont apparus des composantes essentielles pour anticiper et prévenir les résistances parfois rencontrées.
- Les **formes renouvelées d'entraide et de solidarité** sont une qualité politique première, d'autant plus dans les espaces ruraux aux cultures privilégiant l'autonomie. **Proximité et petite taille** dans les ruralités sont les deux piliers pour ouvrir à d'autres modèles et pratiques solidaires, fondés notamment sur **l'interdépendance** et une **écologie de subsistance** : gestion des communs communautaires ruraux, mutualisation des ressources, transmission de savoir-faire, installations paysannes...



SYNTHÈSE

TEMPS 2 L'ÉCOLOGIE DES CHAMPS

SUBSISTANCE, LIMITES ET AUTONOMIE COMME RÉPONSES DES RURALITÉS AUX GRANDS ENJEUX DE LA SOCIÉTÉ

Rappel des intentions

Les représentations misérabilistes (tout comme celles des romantiques) des mondes ruraux taisent et occultent la diversité des formes de vie et ancrages dans les ruralités. Pourtant, ces réalités souvent négligées laissent place à quelques singularités, notamment que les vies rurales sont tournées par choix ou par nécessité vers la subsistance et ce faisant l'autonomie par la limite, donc l'autolimitation, que ce soit, selon les catégories, pour raisons économiques ou des raisons écologiques. Il s'agira ici d'entrevoir ce que les ruralités et leurs communautés ouvrent de potentialités. Et si la subalternisation historique des campagnes était le fermer de quelques solutions profitables à toute la société lorsqu'il fera 50°C (écologies populaires rurales et urbaines enfin unies) ?

Toujours organisée en partenariat avec la librairie planète IO, la seconde édition des Rencontres librairie du Mouvement post-urbain s'est tenue le 14 janvier 2026, au Jeu de Paume à Rennes. Inscrit dans un cycle portant plus largement sur les relations (contrariées) entre villes et campagnes, ce deuxième temps s'est concentré sur les formes et modes de vie dans les ruralités qui se sont tournés vers la subsistance et ont accédé à de nouvelles formes d'autonomie. La soirée avait alors pour ambition de, modestement, contribuer à définir ce que serait une « écologie des champs », en rendant compte du caractère écologique de certaines vies rurales. Il s'agissait notamment de poursuivre les échanges initiés lors du temps précédent, qui s'était efforcé de discuter et déconstruire les imaginaires et perceptions des mondes urbains et ruraux d'abord placés sous l'égide dominant des premiers.

Après un bref rappel des discussions de la première soirée (Noémie Chaillan) et un portrait des enjeux soulevés par les devenirs post-urbains de la société (Guillaume Faburel), Fanny Hugues, sociologue, a présenté ses travaux de thèse sur les formes de débrouille des ménages populaires dans les ruralités. Déjà invitée à ce sujet deux fois par le Mouvement post-urbain (2023 et 2024), elle est préalablement revenue sur les

raisons de son enquête et sa méthodologie, avant de présenter plus précisément celleux qu'elle dénomme les « **modestes économes** », qui regroupent une partie des classes populaires rurales aux faibles revenus dont les modes de vie sont notamment caractérisés par des pratiques quotidiennes de **subsistance**, **d'entraide** et **d'autonomie matérielle**.



Trois points, structurants des échanges ultérieurs, ont notamment été abordés :

➤ Si les pratiques des modestes économes (bricolage et récupération, autoproduction alimentaire et construction, mise en commun et transmission, entraide et solidarités...) témoignent et incarnent une certaine forme d'écologie (par la sobriété de la « **débrouille rurale** »), celle-ci n'est pas toujours, voire rarement, revendiquée comme une position politique. En marge des normes écologiques dominantes, sociologiquement (classes supérieures) et

TEMPS 2

géographiquement (urbaines) construites et situées, ces modes de vie tiennent moins à une inscription dans des cadres d'action écologistes que dans des **cadres moraux et pratiques hérités de cultures rurales** plus ou moins éloignées (paysannes notamment). Loin de révéler une absence de sensibilité aux enjeux environnementaux, le rapport entretenu à l'écologie par les modestes économes s'incarne dans des **normes alternatives** qui, par la discrétion mais aussi l'invisibilisation, révèlent quelques singularités des vies rurales.

➤ Dès lors, ce sont bien dans les ruralités que les **conditions d'existence** de l'alternative sont réunies, que le Mouvement post-urbain cette fois-ci estime s'étendre de la responsabilité à la modestie, de l'autonomie à la limite des prélèvements. Par l'accès aux **ressources naturelles** (forêts, rivières...), **foncières** (propriété privée, espaces de stockage...) et, par-là, la possibilité d'entretenir des **activités de subsistance** (potager et basse-cour, production de bois de chauffe...), les campagnes offrent les possibilités matérielles pour engager une vie autrement écologique. C'est également le rapport au **temps**, à ses cycles, qui s'en voit transformé en devenant une ressource propre, nécessaire au maintien de ces formes de vie.

➤ Enfin, Fanny Hugues a notamment rappelé que, si ces modes de vie sont pour une part choisis, ils sont également subis. Bien que les modestes économes estiment bien vivre par les pratiques de débrouille, l'autonomie obtenue n'est pas à délier des contraintes matérielles existantes ni des dépendances aux services publics et aides sociales. L'autonomie acquise vis-à-vis de certaines institutions, normes économiques ou temporelles ne doit pas taire son caractère **contraint**, ni pour autant ouvrir à des considérations misérabilistes ou

populistes (telles qu'on les entend ces temps-ci).



Les débats ont ensuite été lancés avec l'ensemble des participant.es. Une heure durant, les échanges se sont particulièrement attardés sur les enjeux politiques que suscitent ces modes de vie et, plus largement, sur le devenir des ruralités. Il en est principalement ressorti que :

➤ La question – essentielle – des alliances à nouer entre les cultures néo-rurales et autochtones ne peut être décemment abordée sans reconnaître préalablement **l'asymétrie historique** entre villes et campagnes. Si les cultures d'accueil diffèrent d'une campagne à l'autre, les résistances constatées à l'endroit de quelques mouvements d'installation traduisent, en partie, l'héritage de considérations très urbaines à l'égard des ruralités comme espaces de ressources. Il a notamment été rappelé que les codes et normes écologiques dominants, importés depuis l'urbain et véhiculés par les styles de vie de certains ménages venus s'installer, ne sont pas sans participer de formes d'imposition voire de **gentrification écologiques** dans les espaces ruraux (cf. articles dédiés dans *Géographies en mouvement*).

➤ De nombreux intérêts politiques, notamment conservateurs, traversent et **instrumentalisent** les ruralités tout en occultant leur **diversité**. Les modes de vie

des modestes économes – dont la portée écologique a été démontrée – n'échappent pas à cette instrumentalisation nourrissant quelques fantasmes politiquement situés (ceux de l'union sacrée des populations du côté des « progressistes » urbains ou ceux de la négation mondialiste et du clivage territorial du côté des « conservateurs » ruraux). Dès lors, interroger les termes d'un débat entre un progressisme prétendument urbain et un conservatisme apparemment rural s'initie comme le premier pas pour reconnaître la diversité des mutations sociales, économiques et plus encore écologiques, depuis longtemps engagées dans les ruralités.

➤ La **reproduction** et la **massification** de ces modes de vie ne peuvent s'affranchir d'une réflexion sur les conditions d'une **installation durable** dans les campagnes. Si les **transmissions intergénérationnelles** (intra ou extra familiales) et pratiques héritées de **l'enfance** jouent un rôle déterminant dans le maintien des débrouilles rurales, certaines trajectoires personnelles et/ou résidentielles en sont momentanément isolées voire durablement coupées. Dès lors, après s'être accordé sur la nécessité imposée de diffuser ces modes de vie en raison des contraintes énergétiques et matérielles annoncées, les **initiatives de l'alternative écologique** qui essaient dans les campagnes apparaissent également essentielles. Mais, tout ceci modestement et discrètement, pour réinventer d'autres formes d'organisation et de gestion (partage des terres et mutualisation des ressources, réseaux d'entraide et partage des savoir-faire...) en vue de répondre aux problématiques – quant à elles bien massifiées – rencontrées.

SYNTHÈSE

TEMPS 3 UNE PROSPÉRITÉ JOYEUSE DE L'AUTONOMIE

S'INSTALLER DANS LES RURALITÉS SELON D'AUTRES FORMES
D'HABITER ÉCOLOGIQUE

Rappel des intentions

De plus en plus nombreuses sont les installations dans les campagnes, motivées par quelques désirs de ralentissement et d'épanouissement hors des grandes densités. Parmi ces motivations, certaines tiennent à l'espoir d'embrasser d'autres formes de vie écologiques et collectives dans les ruralités, notamment par l'autonomie et/ou l'autosubsistance. Habiter autrement la terre, coopérer par d'autres savoir-faire et autogérer de manière solidaire, voilà trois communs qui pourraient constituer l'ossature d'un déménagement. Cependant, bien que croissantes, ces aspirations se voient parfois, pour ne pas dire souvent, disqualifiées dans leurs desseins, accusées de fantasme ou de romantisme, de frénésie décroissante ou d'égoïsme. Pourtant, moyennant certaines vigilances et dépouillements de quelques croyances et valeurs urbaines, les ruralités offrent bien à ces désirs des possibilités de se concrétiser dans désillusion. Il s'agira ici de discuter non seulement des conditions d'installation dans les ruralités, mais également des conditions d'existence. Et si, loin de se réduire à une frugalité forcée, une prospérité joyeuse par et de l'autonomie se dessinait ?

De nouveau organisé en partenariat avec la librairie planète IO, le troisième temps des Rencontres librairie du Mouvement post-urbain s'est tenu le 21 mai 2026, dans l'arrière-cour de la librairie, à Rennes. Dernier temps du triptyque du cycle de soirées-débats sur les relations entre villes et campagnes, cette troisième édition proposait de discuter des **conditions d'installation et d'existence lorsque l'on souhaite faire autonomie et autosubsistance dans les ruralités**. Après avoir questionné voire déconstruit les perceptions et imaginaires – notamment portés par les villes – des mondes urbains et ruraux (temps 1), pour mieux discuter du caractère écologique de certaines vies rurales tournées – sans toujours avoir le choix – vers la subsistance, l'autonomie et l'autolimitation (temps 2), il s'agissait alors de **rendre compte des quelques passions joyeuses aussi suscitées par le dessein d'autres formes de vie écologiques (en se gardant de tout romantisme... urbain)**. En partant de l'exemple des écolieux comme

initiative collective pouvant faire souhait d'autonomie, cette soirée visait à identifier les modalités et conditions de leur prospérité.



Après une rapide présentation du Mouvement post-urbain (Guillaume Faburel) ainsi qu'un rappel des échanges des deux premières éditions (Noémie Chaillan), Anouk Dupin, membre de l'écolieu « Le Village du Bel-Air » (Morbihan) a partagé son parcours au sein du collectif. Déjà intervenue à ce

TEMPS 3

sujet lors du premier webinaire « écolieux » co-organisé par le Mouvement post-urbain et la Coopérative Oasis (mars 2026), elle est notamment revenue sur ses motivations à la création d'un écolieu, son intégration sur le territoire ainsi que sur son expérience de l'autonomie. En réaction, Ewa Chuecos, doctorante en géographie à l'Université Lyon 2 et membre du Mouvement post-urbain, a apporté éclairages et questionnements sur l'autonomie comme processus global d'émancipation.

Quatre grands points, à l'origine des discussions engagées par la suite, ont été soulevés :

➤ S'installer, composer et s'inscrire durablement dans les localités nécessite de s'insérer dans les dynamiques habitantes préexistantes. Si les rencontres ne sont pas toujours aisées ni immédiates, la participation aux festivités locales (cérémonies des pardons bretons, repas et banquets...) et l'organisation d'événements facilitent non seulement les liens avec les habitant.es du territoire, mais aussi la déconstruction de préjugés à l'endroit du collectif nouvellement installé. La démarche d'« aller vers », comme le refus de moralisation sociale et écologique, s'institue comme la condition première pour se défaire de quelques valeurs urbaines à l'origine de certaines des tensions entre villes et campagnes.

➤ Si faire expérience de l'autonomie permet de (re)prendre la main sur ses propres conditions d'existence, elle est aussi le moyen de saisir pleinement les interdépendances qui nous lient au(x) vivant(s). Se joue bien, par l'apprentissage de nouveaux savoirs et savoir-faire (pratiques de subsistance, rythmes de nature et de saison pour la production, la reproduction et la régénération...), la réalisation concrète de nos appartenances.



➤ Plus largement encore, en questionnant nos rapports à l'argent, à la propriété individuelle, au cadre législatif mais aussi, et surtout, au vivant, l'autonomie réintroduit d'autres formes d'attention et de signification au centre de la vie humaine pour faire naître d'autres ontologies relationnelles. Dès lors, l'autonomie ouvre bien à un champ de pratiques et de principes œuvrant à plus de mesure et de responsabilité à l'égard du vivant.

➤ La quête d'autonomie est à comprendre comme un processus global d'émancipation, non plus seulement de nos conditions de vie terrestres mais des valeurs et schèmes structurants à l'origine de l'accumulation des crises, écologique en premier lieu. Depuis le déménagement des villes au profit des campagnes jusqu'à la découverte de nouvelles sensibilités, tout ceci en passant par l'application de quelques principes d'autogestion, l'autonomie s'impose moins comme un résultat définitif que comme un cheminement vers un autre entendement de la liberté, mêlée à de la sécurité.

Dépasser les grands partages entre villes et campagnes aussi bien qu'entre nature et culture pose nécessairement la question de l'habiter pour résonner (raisonner) autrement, de la relocalisation pour se (re)sensibiliser différemment.

TEMPS 3

Les échanges se sont ensuite poursuivis avec les participant.es, notamment sur les conditions de vie concrètes, les résistances rencontrées et l'accessibilité de ces formes d'organisation collective. Il en est notamment ressorti que :

➤ Les moyens financiers d'entrée sont, sinon moins importants, tout du moins composent avec la capacité à se **constituer en réseaux**, à créer une **dynamique collective durable**, **tisser des liens et rencontrer les habitant.es** du territoire pour la pérennité et la prospérité du projet. Il a notamment été rappelé que, si l'accessibilité financière reste un enjeu de taille, nombreux restent les espaces où les installations sont facilitées et rendues plus abordables (réappropriation de logements vacants, accompagnements et financements associatifs pour l'accès à la terre et le lancement de projet, aides des collectivités pour l'installation artisanale...).

➤ En revanche, la recherche d'autonomie, notamment politique, est parfois source de **tensions** voire de **conflits** avec les **institutions**. Qu'il s'agisse de la scolarisation des enfants (école municipale vs instruction en famille), de l'installation d'habitats alternatifs (habitats légers, réversibles, mobiles...) ou encore de l'accueil de personnes nomades, la **tolérance** vis-à-vis de ces initiatives varie selon les relations entretenues avec les municipalités d'accueil. Pourtant, si les collectivités locales offrent encore, parfois, des espaces d'ouverture favorables à l'autonomie, les institutions d'Etat contraignent et entravent largement les différentes formes d'autonomisation. Et, ce, malgré les **ruptures d'approvisionnement** (alimentaires, énergétiques, matérielles) et crises à venir, pourtant bel et bien reconnues par lesdites institutions (cf. recommandations de la stratégie de l'Union européenne en matière de préparation aux ruptures).

➤ La composition sociologique des écolieux varie d'un collectif à un autre. Si certains disposent de capitaux économiques et culturels élevés, le déménagement géographique de l'urbain vers les ruralités, par le dépouillement de valeurs intégrées et la découverte d'autres sensibilités peut, parfois aussi, **remiser les facteurs d'aliénation et de domination**. La seule lecture classiste des mouvements d'installation dans les ruralités peut participer de la disqualification à l'endroit de quelques volontés. Si la gentrification, l'accaparement par les résidences secondaires et l'enclosure sont des risques effectifs à considérer et auxquels s'opposer, soutenir le départ des métropoles à des fins écologiques reste essentiel pour espérer **initier et faire prospérer d'autres formes d'habiter** (autant qu'infléchir la trajectoire consumériste de l'économie de marché).

